



CTPD du mardi 2 février 2010
Déclaration préalable de l'UNSA-Education



Deux événements majeurs modifient sensiblement le paysage éducatif et pèsent sur les travaux de ce CTP: la politique budgétaire et la réforme de la formation des enseignants communément appelée masterisation.

La politique budgétaire

Les conditions de la rentrée 2010 sont maintenant connues. Le gouvernement persiste dans sa logique destructrice. L'éducation nationale paie un lourd tribut au dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux : en trois ans, plus de 50.000 emplois auront été supprimés. Les écoles et les établissements sont victimes de la désastreuse politique budgétaire du gouvernement

Au moment où l'État réussit à trouver 3 milliards pour les restaurateurs, il fait payer une addition particulièrement salée à l'éducation nationale.

La masterisation

Le SE-UNSA et l'UNSA Education constatent aujourd'hui que la réforme de la formation des enseignants produit ses effets dévastateurs. En effet, l'arrivée des professeurs stagiaires sur le terrain n'a fait l'objet d'aucune anticipation du Ministère. Or, leur formation organisée sur le principe du tiers temps impacte directement les volumes d'emplois. Ainsi ce sont 3300 équivalents temps plein dans le second degré et 2300 dans le premier degré qui sont supprimés au niveau national. Ce sont autant de moyens qui, à la rentrée, seront absents des écoles et des établissements. Quelle terrible responsabilité pour le Ministère.

Ainsi, dans le Vaucluse, il y aura 198 élèves en plus à la rentrée prochaine, et 0.25 poste en moins ! Cela va causer de nombreuses difficultés pour les conditions d'exercice, pour les décharges de direction, pour les décharges particulières, pour les moyens de remplacements, pour la formation continue, et donc sera préjudiciable pour l'ensemble des élèves et des enseignants.